



Élections législatives le 20 septembre en Grèce

Auteur : Corinne Deloy



Conséquence de la démission du Premier ministre grec Alexis Tsipras le 20 août, les Grecs sont appelés aux urnes le 20 septembre pour renouveler les 300 membres de la Vouli, chambre unique du parlement. Ce scrutin sera le cinquième en six ans dans le pays et le 3^e pour la seule année 2015. La Coalition de la gauche radicale Syriza arriverait de peu en tête selon les derniers sondages devant la Nouvelle Démocratie. Tout l'enjeu de ce scrutin, compte tenu de la scission du parti au pouvoir et la création d'un nouveau parti l'Unité populaire, est de savoir si Alexis Tsipras obtiendra la majorité.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Migrations : Europe - Balkans - France/Allemagne - France/Royaume-Uni - UE/Réfugiés - ONU/HCR - Frontex - Réunion/UE - Hongrie - Allemagne/Asile **Crise financière** : Croissance - FMI/zone Euro **Commission** : Investissement - Google/Concurrence - Vietnam **Conseil** : Finances **Diplomatie** : Serbie/Kosovo - Iran - Réforme/SEAE **BCE** : Gouvernance/Euro **Allemagne** : Ukraine - Brésil/Climat - Euro/Rapport **Croatie** : Slovénie **Danemark** : Référendum **Estonie** : Russie **France** : Mistral/Russie - Défense/Nexter/KMW - Sécurité/Transports **Grèce** : Élections - Tsipras/Démission - 3e plan/UE **Pologne** : Président/Investiture **Moldavie** : Gouvernement **Ukraine** : Visite/UE - Dette - Réforme/Constitution **Eurostat** : Croissance - Chômage - Inflation **Eurobaromètre** : Enquête **Culture** : Mostra/Venise - Mondrian/Berlin

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Migrations :

Une réponse européenne à la question des migrations



Le monde affronte "la pire crise de réfugiés depuis la Seconde guerre mondiale" et l'Europe, dont plusieurs pays sont débordés par les flux de demandeurs d'asile, doit les accueillir d'une façon "décente" et "civilisée", a déclaré le 14 août le Commissaire européen aux Affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos. L'Europe "a du mal à gérer les importants afflux de personnes cherchant refuge dans nos frontières", a constaté Dimitris Avramopoulos lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Or l'Union européenne est notamment construite sur le principe de "solidarité avec ceux qui sont dans le besoin". La Commission européenne a dénoncé l'inaction des pays des Balkans face à l'immigration illégale et les a enjoint à prendre des mesures pour fermer une route devenue de plus en plus prisée par les passeurs. "La route des Balkans reste ouverte pour l'immigration illégale parce que certains pays (de la région) ne prennent pas les mesures nécessaires pour garder la situation sous contrôle", a ainsi déploré le Commissaire européen... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La crise migratoire au sommet de Vienne entre des dirigeants de l'UE et des Balkans

Le 27 août, des dirigeants de l'UE, dont la Chancelière allemande



Angela Merkel et des dirigeants des Balkans occidentaux, se sont réunis à Vienne. Devant initialement être consacré à la coopération régionale et aux perspectives d'élargissement à l'UE, le sommet s'est focalisé sur la crise migratoire. Lors de cette rencontre, les pays des Balkans occidentaux confrontés à une augmentation significative des flux de migrants, tels que la Macédoine ou la Serbie, ont appelé à une réponse de l'Union européenne afin de les aider à faire face à la situation de crise. Le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Antonio Guterres, ont demandé la création d'urgence de centres d'accueil, financés par l'Union européenne. Ce sommet a pris place alors que le 26 Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, a demandé aux "pays, en Europe et ailleurs, à faire preuve de compassion et à faire beaucoup plus pour venir à bout de la crise"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La France et l'Allemagne appellent à un système unifié de droit d'asile



Le 24 août, le Président français, François Hollande, et la Chancelière allemande, Angela Merkel, réunis à Berlin, ont évoqué de manière bilatérale la question migratoire. Ils ont invoqué la nécessité de voir une "réponse unifiée" de l'Europe être mise en oeuvre afin de faire face à la crise migratoire actuelle... [Lire la suite](#)

Accord franco-britannique sur l'immigration à Calais



Les ministres français et britannique de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve et Theresa May, se sont retrouvés, le 20 août, pour signer un accord renforçant leur coopération en matière d'immigration, à Calais, ville du nord de la France, où convergent des milliers de réfugiés de toutes nationalités espérant achever leur périple européen en Angleterre. L'accord prévoit notamment la création d'un "centre de commandement et de contrôle commun" de lutte contre les passeurs. Le site d'Eurotunnel sera sécurisé, avec la création d'une "salle de contrôle intégrée" et des équipes de fouille opérant 24 heures sur 24 pour empêcher toute intrusion... [Lire la suite](#)

La Commission alloue 2,4 milliards € pour les migrations



La Commission européenne a approuvé le 10 août l'allocation de 2,4 milliards € sur la période 2014-2020 pour aider dix-neuf pays à améliorer leurs capacités d'accueil pour les réfugiés et la sécurité de leurs frontières. Les deux principaux bénéficiaires de ces financements sont l'Italie avec 558 millions € et la Grèce avec 474 millions €. Les premiers déboursments, destinés à financer des projets concrets présentés par chacun des pays bénéficiaires, doivent intervenir rapidement. Les autres bénéficiaires sont l'Espagne (521,8 millions €), la Suède (154 millions), la Hongrie (61,4 millions), la Bulgarie (72,7 millions), Chypre (74 millions), l'Autriche (26,5), l'Estonie (35,2), la Finlande (52,9), l'Irlande (9,2), la Lituanie (17,2) le Luxembourg (7,5), Malte (74,6), la Pologne (69,3), le Portugal (38,6), la Roumanie (98,4), la Slovaquie (13) et la Slovénie (41). Les financements proviennent du Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration, et du Fonds pour la sécurité intérieure (FSI) dotés d'un budget total de 7 milliards € pour la période 2014-2020... [Lire la suite](#)

Le HCR appelle à une action d'urgence devant l'afflux de réfugiés en Europe



Plus de 300.000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier, bien plus que pour l'ensemble de 2014, et plus de 2.500 personnes sont mortes en mer après avoir tenté de rallier l'Europe, a annoncé le 28 août le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). "Le nombre de réfugiés et migrants ayant traversé la Méditerranée cette année dépasse maintenant les 300.000, environ 200.000 ayant atteint la Grèce et 110.000 l'Italie", contre quelque 219.000 en 2014. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué que plus de 2.000 migrants et réfugiés étaient arrivés en Espagne depuis janvier... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Hausse du nombre de migrants aux frontières de l'UE



Le nombre de migrants arrivés aux frontières extérieures de l'Union européenne a triplé en juillet par rapport au même mois de l'an dernier, à 107.500, a annoncé le 18 août l'agence européenne Frontex, chargée d'organiser la coopération des pays membres dans ce domaine. "Ce chiffre constitue le troisième record consécutif mensuel, bien supérieur à celui de 70.000 en juin", selon Frontex. Sur les sept premiers mois de l'année, le

nombre de migrants a atteint 340.000, contre 123.500 sur la même période de 2014, "créant une pression sans précédent sur les autorités de contrôle des frontières en Italie, en Grèce et en Hongrie", note l'agence européenne. Les Syriens et les Afghans constituent la majeure partie des migrants qui entrent illégalement dans l'UE. Fuyant l'instabilité dans leurs pays, ils arrivent d'abord en Grèce depuis la Turquie. Par ailleurs, selon les données de l'agence Frontex publiées le 25 août, 95.000 migrants ont été recueillis en sept mois. Dans un communiqué, l'agence précise que "les navires et l'avion de la mission européenne Triton coordonnée par Frontex ont contribué à sauver presque 3.400 des 5.300 migrants secourus la semaine dernière près de la côte libyenne"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Déclaration commune des ministres français, allemand et britannique



Dans un communiqué commun, les ministres français, allemand et britannique de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, Thomas de Maizière et Theresa May rappellent notamment "l'urgence de mettre en place, et au plus tard avant la fin de l'année" en Grèce et en Italie des "hot spots", des centres de tri destinés à faire la distinction entre personnes pouvant relever du statut de réfugiés et migrants économiques clandestins. Les trois ministres ont souhaité également l'établissement, "très rapidement", d'une "liste des pays d'origine sûre" afin de "compléter le régime d'asile européen commun, protéger les réfugiés et assurer l'effectivité des retours des migrants illégaux dans leurs pays". Une réunion des 28 ministres de l'intérieur est programmée le 14 septembre pour faire un état des lieux de la pression sur le terrain, des actions politiques en cours et de délibérer des prochaines étapes pour renforcer la réponse européenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Hongrie : achèvement de la clôture de barbelés anti-migrants à la frontière serbe



Le 29 août, le ministère de la défense hongrois a annoncé que le pays a achevé, deux jours avant la date prévue, la construction de la clôture de fils de fer barbelés de 175 km à la frontière du pays avec la Serbie. L'objectif de cette clôture est d'empêcher l'entrée des milliers de migrants qui se pressent à sa frontière avec la Serbie. Le gouvernement hongrois a par ailleurs présenté le 28 août un projet de loi prévoyant de renforcer les sanctions contre le passage illégal de ses frontières, dont une peine de trois ans de prison pour toute personne interceptée en train de franchir la barrière à sa frontière avec la Serbie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Annonce par l'Allemagne de la suspension du renvoi des réfugiés syriens vers le pays d'entrée dans l'UE



Le 25 août, l'Office fédéral de l'immigration et des réfugiés allemand a annoncé, au vu de la situation migratoire européenne actuelle, que l'Allemagne suspendait le renvoi des réfugiés syriens vers le pays d'entrée dans l'Union européenne, renvoi prévu par le règlement de Dublin II. Cette décision a été saluée par la Commission européenne, cette dernière décrivant le choix de l'Allemagne comme "un acte de solidarité européenne". En 2015, l'Allemagne prévoit de recevoir 800 000 demandes d'asile... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Zone euro : la croissance de l'activité privée accélère en août



La croissance de l'activité privée a accéléré en août dans la zone euro, notamment grâce à l'Allemagne et malgré le ralentissement observé en France, a indiqué le 21 août le cabinet Markit en publiant une première estimation de l'indice PMI. Celui-ci s'est élevé à 54,1 en août contre 53,9 en juillet, souligne Markit dans un communiqué... [Lire la suite](#)

Conclusions du FMI sur la zone euro



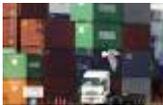
Selon une étude du FMI parue le 27 juillet, la faible croissance de la zone euro ne suffit pas pour créer des emplois ou pour se préparer aux prochains chocs. Les banques n'ont pas fini d'assainir leur bilan pour pouvoir prêter aux PME. Après cinq ans de stagnation, voire de récession, la zone euro a enfin repris le chemin de la croissance. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un taux de 1,5% en 2015 et de 1,7% l'an prochain. Il est toutefois trop tôt pour se réjouir. A moyen terme, le taux de croissance évoluera autour de 1% par an. Largement insuffisant pour résorber un chômage qui frappe 10% de la population active. Et, surtout, une telle croissance ne peut pas permettre à la zone euro de se préparer pour faire face aux futurs chocs... [Lire la suite](#)

Commission :**Adoption des dernières mesures pour le lancement du plan d'investissement (FEIS)**

Le 22 juillet, la Commission européenne a procédé à l'adoption des dernières mesures requises pour le lancement du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), dès l'automne 2015. Cette série de mesures comprend une communication sur la contribution des banques nationales de développement (BND), un accord entre la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) sur les méthodes de travail, la confirmation des projets pré-financés, la nomination des quatre membres du comité de pilotage du FEIS. Le même jour, la BEI a approuvé de nouveaux financements totalisant près de 10 milliards € à l'appui d'infrastructures stratégiques en faveur de 45 projets, dont 5 sont susceptibles de bénéficier de la garantie du budget de l'Union dans le cadre du FEIS. Les 5 projets portent sur le déploiement à grande échelle de compteurs intelligents pour mieux gérer la consommation d'énergie au Royaume-Uni, des prêts visant à améliorer l'accessibilité de financements en faveur de projets de petite dimension relatifs aux énergies renouvelables en Allemagne et en France, ainsi que la modernisation de voies navigables intérieures aux Pays-Bas... [Lire la suite](#)

Google répond aux accusations de l'Union européenne

Google, accusé par la Commission européenne d'abuser de sa position dominante dans la recherche sur internet, a estimé le 27 août "erronés" les griefs du gendarme européen de la Concurrence, dans un nouvel épisode du bras de fer qui les oppose depuis près de cinq ans. La Commission avait adressé en avril une "communication des griefs", qui signifie qu'une étape est franchie dans une enquête de concurrence, permettant aux parties d'exercer leur droit à la défense. Google, qui avait jusqu'au 31 août pour le faire, a annoncé avoir donné sa réponse par écrit à la Commission, qui a confirmé l'avoir reçue. "Nous pensons que les conclusions préliminaires de la communication des griefs sont erronées, tant en ce qui concerne les faits qu'en termes économiques ou juridiques", écrit Google, résumant son argumentaire dans un article posté sur son blog... [Lire la suite](#)

Libre échange : accord de principe entre l'UE et le Vietnam

Le 4 août, l'Union européenne et le Vietnam se sont accordés sur un accord de principe de libre échange. Cet accord, qui devra être formalisé, intervient après deux ans et demi de négociations. Ces dernières vont désormais continuer afin de régler les mesures techniques et concrétiser le texte ultime. L'accord finalisé permettra de lever l'ensemble des barrières tarifaires portant sur les échanges de biens... [Lire la suite](#)

Conseil :**Révision du MESF à destination des Etats non membres de la zone euro**

Le 4 août, le Conseil a validé officiellement, via l'adoption d'un règlement modifiant le Mécanisme européen de stabilisation financière (MESF), le principe approuvé le 17 juillet dernier par la Commission et le Conseil, selon lequel une protection des Etats non membres de la zone euro doit être assurée face à d'éventuels risques économiques et financiers qui seraient générés par l'assistance financière accordée à un Etat membre de zone euro. Les modifications proposées permettront d'indemniser les États membres n'ayant pas l'euro pour devise en cas de pertes financières... [Lire la suite](#)

Diplomatie :**Belgrade et Pristina scellent un accord à Bruxelles**

Belgrade et Pristina se sont déclarés très satisfaits de l'accord "historique" conclu le 25 août à Bruxelles qui représente une avancée majeure vers la normalisation des relations. Le Premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, et son homologue kosovar, Isa Mustafa, ont passé un accord dans quatre domaines, a annoncé la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini : la création d'une association des municipalités serbes du Kosovo, l'énergie, les télécommunications et un accord sur le pont de Mitrovica, disputé par les deux populations qui composent cette ville du nord du Kosovo... [Lire la suite](#)

Mise en œuvre par l'ONU et l'UE de l'accord sur le nucléaire iranien et visite de Federica Mogherini à Téhéran



Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 20 juillet, à l'unanimité, une résolution qui entérine l'accord nucléaire signé à Vienne le 14 juillet par l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil (États-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni) et l'Allemagne. L'accord prévoit une levée progressive et conditionnelle des sanctions, en échange de garanties que Téhéran ne se dotera pas de l'arme atomique. Ainsi, si l'Iran respecte l'accord à la lettre, les sept résolutions que l'ONU a adoptées depuis 2006 pour sanctionner l'Iran "seront abrogées". Le 28 juillet, la Haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini, a salué l'ouverture d'un "nouveau chapitre" dans les relations avec l'Iran à l'occasion de sa visite à Téhéran. Le 31 juillet, le Conseil s'est accordé sur les premières mesures légales concernant la mise en œuvre du Plan d'action commun (JCPOA), adopté lors de l'accord du 14 juillet. Ces premières mesures visent à une transcription dans le droit communautaire des dispositions contenues dans la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU du 20 juillet... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Nouvelle organisation du SEAE



Le 28 juillet, Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a annoncé une réorganisation des services du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ainsi que de nouvelles nominations. La réorganisation du SEAE s'inscrit en droite ligne des recommandations du Rapport de 2013 du SEAE ainsi que dans la lignée d'une enquête auprès des équipes de ce dernier. Ainsi, à partir de mi-septembre, le Secrétaire Général se verra assisté par trois Secrétaires généraux adjoints qui seront respectivement en charge des Affaires politiques, de la PSDC et de la réaction de crise, ainsi que des questions économiques et globales. De plus, un Conseiller pour l'égalité des genres est créé au sein du SEAE. Enfin, Federica Mogherini a annoncé 19 nominations... [Lire la suite](#)

BCE :

La BCE pourrait rouvrir ses financements réguliers aux banques grecques avant octobre



Dans un exposé très remarqué devant la conférence des ambassadeurs français réunis à Paris le 27 août, Benoit Coeuré, membre du directoire de la BCE, a mis en évidence les forces et les atouts de l'euro et appelé au renforcement de sa gouvernance. Dans le cadre du troisième plan d'aide de 86 milliards €, les créanciers d'Athènes prévoient de mener une première évaluation en octobre des réformes promises par le gouvernement grec. "Nous pourrions potentiellement agir plus tôt" pour permettre aux banques grecques d'accéder à nouveau aux opérations régulières de refinancement de la BCE, a déclaré Benoit Coeuré dans un entretien au Börsen Zeitung le 15 août. "La question pour le conseil des gouverneurs va être de savoir si les mesures préliminaires sont suffisantes pour remplir nos critères", a-t-il ajouté... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Appel au respect des accords de Minsk



Le 24 août, le Président français, François Hollande, et la Chancelière allemande, Angela Merkel, réunis à Berlin dans le cadre d'une rencontre avec le Président ukrainien Petro Porochenko relative à la mise en application des accords de Minsk, ont appelé au respect du cessez-le-feu... [Lire la suite](#)

Angela Merkel compte sur un engagement fort du Brésil en faveur du climat



L'Allemagne et le Brésil ont annoncé des actions communes pour réduire le réchauffement climatique lors d'une visite le 20 août de la chancelière allemande, Angela Merkel, accompagnée de sept ministres et cinq vice-ministres. La chancelière table sur un engagement fort du Brésil en vue de la conférence internationale sur le climat (COP 21) fin novembre à Paris. "Le Brésil est (un acteur) clé dans l'ensemble des objectifs en matière de climat. Mais c'est aussi la clé pour le maintien de la biodiversité dans le monde, car le Brésil est le pays le plus riche au monde en matière de biodiversité. Et ce qui est détruit ici n'est pas remplaçable", a souligné la chancelière, espérant que l'exemple du Brésil aura un effet domino en Amérique latine et sur d'autres économies émergentes... [Lire la suite](#)

Rapport des "sages" allemands sur la crise grecque



Les "Sages", économistes influents qui conseillent Angela Merkel, se sont prononcés le 28 juillet contre les propositions, notamment de la France, pour renforcer l'intégration politique de la zone euro, comme un ministre des Finances ad hoc. Dans un rapport d'une cinquantaine de pages consacré à la crise grecque et aux leçons à en tirer, remis au gouvernement allemand, les cinq universitaires "se détournent des propositions de réforme actuellement en discussion, comme celle d'un budget, d'une assurance-chômage ou d'un gouvernement économique de la zone euro"... [Lire la suite](#)

Croatie :

Différend frontalier entre la Croatie et la Slovénie



La Commission européenne a sommé, le 29 juillet, Zagreb de ne pas abandonner un processus d'arbitrage en cours avec la Slovénie pour régler un différend frontalier, alors que le Parlement croate se prononçait en faveur de ce retrait. Cette décision est intervenue après les révélations sur des discussions entre le juge slovène du processus d'arbitrage et un officiel du gouvernement de Ljubljana. Ces révélations ont conduit à la démission du juge slovène. En protestation de ces pratiques, le juge croate a également démissionné. La Croatie et la Slovénie étaient convenus en 2009 de recourir à la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye pour régler leur querelle remontant à la dissolution de la Yougoslavie au début des années 1990, et dont l'enjeu est un accès à l'Adriatique nord. Le 19 août, la CPA a annoncé que le processus d'arbitrage ne reprendra que lorsque les deux juges du processus d'arbitrage auront été remplacés... [Lire la suite](#)

Danemark :

Le Danemark organisera un référendum sur Europol en décembre 2015



Le Danemark organisera le 3 décembre un référendum sur son maintien dans Europol et l'intégration à la coopération judiciaire et policière de l'Union européenne, a annoncé le 21 août le gouvernement. Pour pouvoir rester au sein de l'agence policière, le pays doit revenir sur une des quatre exemptions aux traités européens ("opt-out") qu'il avait négociées après le "non" de ses électeurs au traité de Maastricht en 1992. Ce référendum sur des questions techniques de droit était initialement prévu pour 2016. Mais la date a été avancée, d'après la presse danoise, pour éviter que les électeurs ne l'assimilent à celui que le Royaume-Uni doit organiser sur l'Union européenne en 2016 ou 2017. "Ce qui est central est le maintien de la participation danoise à la coopération au sein d'Europol", a déclaré le Premier ministre, Lars Løkke Rasmussen... [Lire la suite](#)

Estonie :

L'Estonie va ériger une clôture à sa frontière avec la Russie



L'Estonie va installer une clôture le long de sa frontière avec la Russie pour renforcer la protection de cette frontière extérieure de la zone Schengen, dont elle est membre, a indiqué le 27 août le ministère estonien de l'Intérieur. La clôture barbelée, haute de 2,5 mètres, sera installée sur environ 110 km de frontière russo-estonienne, à l'exception des zones de marécages. Sa construction doit démarrer en 2018... [Lire la suite](#)

France :

Accord franco-russe sur le dossier des navires BPC Mistral



L'Élysée a annoncé le 5 août qu'un accord avait été trouvé avec la Russie, à la suite d'un entretien entre François Hollande et Vladimir Poutine, mettant un terme au dossier des deux porte-hélicoptères non livrés à la Russie après huit mois d'intenses négociations. La France aura "la pleine propriété et la libre disposition des deux bâtiments", indique l'Élysée, précisant que la Russie sera "exclusivement et intégralement remboursée". Moscou a annoncé que ce dossier était considéré comme "totalement réglé"... [Lire la suite](#)

Alliance pour un "Airbus" de l'armement terrestre

Le 29 juillet, le groupe français Nexter et le groupe allemand KMW, constructeurs respectifs des chars Leclerc et Leopard, ont scellé leur



alliance afin de voir la création d'un géant européen des blindés. Fruit de onze années de discussions et négociations, l'accord scelle l'association des deux entités dans une entreprise commune, représentant un chiffre d'affaires cumulé de 1.8 milliard € et rassemblant des effectifs de 6 000 personnes. La future entité, dont le nom provisoire est "Newco", sera basée à Amsterdam (Pays-Bas). Ce rapprochement devra permettre aux deux groupes de résister à la concurrence mondiale. De fait, Newco siègera au deuxième rang de l'armement terrestre européen ainsi qu'au quatrième rang mondial... [Lire la suite](#)

Réunion européenne sur la sécurité dans les transports ferroviaires frontaliers



Le 29 août, les ministres de l'Intérieur et des Transports français, allemands, belges, luxembourgeois, espagnols, italiens, néerlandais, britanniques et suisses ; les commissaires européens à la Migration et au Transport ; ainsi que le coordinateur européen pour la lutte contre le terrorisme, se sont réunis à Paris pour un sommet exceptionnel, en réponse aux récents événements terroristes intervenus dans le Thalys. A cette occasion, les ministres ont annoncé la mise en oeuvre de mesures de coopération renforcées afin de prévenir les risques terroristes (établissement d'un PNR européen en coopération avec le Parlement européen, modification ciblée des règles de Schengen, renforcement des mesures de contrôle et de surveillance dans les transports...). Par ailleurs, le 19 octobre, une conférence ministérielle de haut niveau dédiée à "la réponse de la Justice pénale à la radicalisation" se tiendra à Bruxelles... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Grèce :

Élections législatives en Grèce le 20 septembre



Les élections législatives en Grèce annoncées à la suite de la démission du Premier ministre Alexis Tsipras, se tiendront le 20 septembre, selon le décret présidentiel publié le 28 août. Le président de la République, Prokopis Pavlopoulos, a signé le décret qui prévoit la dissolution du Parlement et l'organisation du scrutin le 20 septembre. Le 28 août est aussi entré en fonction le gouvernement provisoire de 23 membres qui doit assurer la transition jusqu'au scrutin. Le parti de gauche radicale Syriza est en tête des intentions de vote malgré sa scission et les sondages donnent Nouvelle Démocratie (ND) juste derrière... [Lire la suite](#)

Démission du Premier ministre grec Alexis Tsipras et nomination d'un Premier ministre par intérim



Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé sa démission le 20 août lors d'une allocution télévisée et a appelé à des élections législatives anticipées. Au moins 25 députés dissidents de la Gauche radicale Syriza ont annoncé le 21 août la formation d'un groupe parlementaire nommé "Union populaire", groupe qui constitue ainsi la troisième force politique de la Vouli. Suite à cette démission, le président grec a nommé une Première ministre par intérim, Vassiliki Thanou, chargée de gérer le pays jusqu'au scrutin du 20 septembre. Agée de 65 ans, Vassiliki Thanou, première femme en Grèce à diriger le gouvernement, avait déjà été la première femme à présider l'union des magistrats et des procureurs avant d'être nommée à la tête de la Cour suprême... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le 3^e plan d'assistance financière à la Grèce est entré en action



Les ministres des Finances de la zone euro sont parvenus à un accord, le 14 août, sur un 3^e plan d'aide à la Grèce, d'un montant pouvant aller jusqu'à 86 milliards €, répartis sur 3 ans. L'accord avait été adopté, le 14 août au matin, par la Vouli, le parlement grec. 222 députés sur 300 ont voté pour, contre 64 (dont 32 de Syriza) et 11 se sont abstenus (tous de Syriza). Dès lors, les processus nationaux de ratification de l'accord ont pu être enclenchés, certains pays comme l'Allemagne, l'Espagne ou les Pays-Bas ont fait adopter le texte par leurs parlements nationaux. La première tranche du plan qui s'élève à 26 milliards € a ainsi été débloquée par le MES, le 19 août. 10 milliards €, consignés sur un compte, doivent servir à la recapitalisation des banques grecques. 13 milliards € ont été versés au pays "immédiatement" afin de s'assurer qu'Athènes honore ses échéances de remboursement. Ainsi, le 20 août, la Grèce a été en mesure de rembourser 3.4 milliards € dus à la BCE. Athènes a aussi remboursé 7.16 milliards € qui lui avait été accordés en urgence en juillet afin d'honorer un paiement à la BCE ainsi que ses arriérés et échéances dus au FMI. Les

3 milliards € restants seront versés "au plus tard fin novembre", au vu de l'avancée des réformes imposées au pays par ses créanciers... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Pologne :

Investiture du nouveau président polonais



Andrzej Duda, (droit et justice-PiS), élu en mai dernier, a été investi le 6 août président de la Pologne. Agé de 43 ans, il succède à Bronislaw Komorowski (PO). Il a prêté serment devant les députés et sénateurs réunis, en présence d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement polonais, dont le leader historique du syndicat Solidarité Lech Walesa.

Les compétences du chef de l'Etat en Pologne sont relativement limitées, le gouvernement exerçant le pouvoir réel. Les prochaines élections parlementaires qui auront lieu cet automne seront un test politique important notamment en cas de retour éventuel au pouvoir du parti Droit et Justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski, mentor de M. Duda... [Lire la suite](#)

Moldavie :

Nomination d'un nouveau Premier ministre en Moldavie



Les députés moldaves ont approuvé le 30 juillet la nomination d'un nouveau Premier ministre, Valeriu Strelet. Le nouveau Premier ministre, issu du Parti libéral-démocrate, siège à la tête d'une coalition gouvernementale pro-européenne ayant fait de la lutte contre la corruption sa priorité. Valeriu Strelet a obtenu le soutien de 52 voix sur un total de 101 députés. Le poste de Premier ministre était vacant depuis la démission mi-juin de Chiril Gaburici. Le gouvernement comprend 21 membres dont 6 femmes... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Visite du président ukrainien Petro Porochenko à Bruxelles



Le président ukrainien Petro Porochenko s'est déplacé le 27 août à Bruxelles pour rencontrer Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, et Donald Tusk, président du Conseil européen, afin d'obtenir le soutien de l'Union européenne, alors que les accords de Minsk sont de plus en plus menacés par les violences entre armée et séparatistes prorusses... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Accord sur une restructuration de la dette ukrainienne



Le 27 août, l'Ukraine et ses créanciers se sont accordés sur une restructuration de la dette du pays, comprenant notamment un effacement de 20% (3.6 milliards d'euros) de cette dernière, une légère augmentation du taux d'intérêt qui passe de 7.75% contre 7.2% en moyenne actuellement, ainsi qu'un allongement de quatre ans de la période de remboursement... [Lire la suite](#)

La Cour constitutionnelle ukrainienne se prononce en faveur d'une loi prévoyant plus d'autonomie pour l'Est



La Cour constitutionnelle ukrainienne a autorisé le 31 juillet un projet de réforme constitutionnelle prévoyant plus d'autonomie aux régions séparatistes de l'Est. Le projet présidentiel soutenu par les Occidentaux, qui y voient un moyen d'apaiser le conflit armé, avait été envoyé, le 16 juillet, par les députés, devant la Cour constitutionnelle, dont le feu vert est nécessaire avant le vote du texte. "La décision de la Cour constitutionnelle sur la décentralisation est un pas important vers de grands changements pour l'Etat", a réagi le président ukrainien Petro Porochenko... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

La croissance en légère hausse dans la zone euro et dans l'UE



Selon les estimations publiées le 14 août par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le PIB de la zone euro a observé une hausse de 0.3% au deuxième trimestre 2015, tandis que cette hausse a atteint 0.4% dans l'Union européenne. Par rapport au deuxième trimestre 2014, le PIB a enregistré une augmentation dans la zone euro et dans l'Union européenne de respectivement 1.2% et 1.6%... [Lire la suite](#)

Le taux de chômage à 11,1% dans la zone euro



Le taux de chômage est resté inchangé dans la zone euro en juin, à 11,1%, selon les chiffres publiés le 31 juillet par l'office européen de statistiques Eurostat. Un an auparavant, le taux de chômage de la zone euro s'élevait à 11,6%. En juin dernier, la zone euro comptait 17,75 millions de chômeurs, soit 31.000 de plus qu'un mois plus tôt mais 811.000 de moins qu'il y a un an. Le taux de chômage le plus faible parmi les pays de la zone euro a été enregistré en Allemagne, où il est resté à son plancher de 4,7%. Malte s'impose à la deuxième place avec un taux de 5,5%, devant le Luxembourg (5,7%) et l'Autriche (6%). Le taux le plus élevé a été enregistré en Grèce, où il culminait à 25,6% selon les dernières données disponibles, datant d'avril. Suivent l'Espagne (22,5%) et Chypre (16,2%)... [Lire la suite](#)

Le taux d'inflation annuel de la zone euro stable à 0,2%



Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2% en août 2015, stable par rapport au mois de juillet, selon une estimation publiée le 31 août par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.. [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Publication de l'Eurobaromètre du printemps 2015



Le 31 juillet, la Commission européenne a publié les résultats de son enquête Eurobaromètre du printemps 2015, s'appuyant sur des entretiens menés du 16 au 27 mai 2015 auprès de 31 868 personnes des États membres de l'Union et des pays candidats. Plusieurs points en ressortent. Tout d'abord, la question migratoire constitue la principale préoccupation des citoyens (38%) devant la situation économique (27%) et le chômage (24%). De plus, l'enquête souligne un soutien majoritaire aux priorités de la Commission notamment dans les domaines des migrations (73%), de l'énergie (72%), de l'investissement (59%). En outre, l'enquête révèle une amélioration de la perception de l'Union par les Européens avec une image positive de l'Union européenne qui atteint 41% en mai 2015 contre 39% en novembre 2014 (date du dernier sondage Eurobaromètre). Enfin, l'enquête observe que les attentes concernant l'économie sont en amélioration, tandis que le soutien à l'euro reste stable (69% dans la zone euro)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Culture :

72^e festival du film de Venise



Du 2 au 12 septembre, se tiendra le 72^e Festival International du Film de Venise. Sous la direction de Alberto Barbera, la Mostra réunira cette année 55 films : 21 dans la sélection officielle Venezia 72, 16 hors compétition et 18 dans la section Orizzonti. Le festival est ouvert aux professionnels, aux journalistes mais également au public... [Lire la suite](#)

Exposition Piet Mondrian à Berlin



Du 4 septembre au 6 décembre, une exposition sera dédiée à Piet Mondrian (1872-1944) au Martin-Gropius-Bau de Berlin. L'exposition réunira 50 tableaux et dessins de l'artiste néerlandais afin de mettre en lumière la trajectoire artistique ce dernier. Piet Mondrian est considéré comme un des fondateurs du courant abstrait... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



3 septembre
Francfort
BCE: Réunion de politique monétaire



7 septembre
Bruxelles
Conseil Agriculture et pêche



7 au 10 septembre
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Matthias Touillon

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}